

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

20/09/2022



Après des annonces gouvernementales encourageantes, l'urgence d'un Plan Marshall pour le Vélo

Pour faire suite aux annonces de ce jour de la Première ministre Elisabeth Borne, la FUB salue les premiers engagements de l'Etat en faveur du vélo. Pour autant, il ne s'agit là que du point de départ d'un engagement qui devra être plus volontariste afin de construire une réelle planification ambitieuse et financée de la politique cyclable.

De premières annonces de court terme

Pour les 4 ans du Plan Vélo, le Gouvernement a annoncé investir au total 250 millions d'euros en 2023. D'une part, le fonds vélo sera relevé à 200 millions d'euros pour combler une partie du retard du réseau cyclable français et accompagner les collectivités dans leur politique de territoire. D'autre part, 50 millions d'euros seront affectés au financement de stationnement sécurisé pour combler le retard pris sur l'application de la loi LOM, sans avoir plus de précisions sur les cibles de ce fonds et notamment s'il financera les garages à vélo en gare.

Les besoins financiers restent toutefois importants afin d'atteindre l'objectif de part modale que le Gouvernement a fixé à 12 % en 2030. Nous évaluons les besoins budgétaires supplémentaires à 235 millions d'euros sur 2022-2023 et appelons les parlementaires à corriger le tir lors de l'examen du projet de loi de finances.

Des mesures ont été annoncées sur le Savoir Rouler à Vélo. Le Gouvernement semble vouloir décaler de 3 ans la formation d'une classe d'âge à 2027, contre 2024 dans le Plan Vélo de 2018. Nous actons toutefois l'ambition de renforcer l'apprentissage du vélo pour les enfants, notamment par des moyens supplémentaires pour le Savoir Rouler à Vélo qui restent à définir. La FUB propose que le programme Génération Vélo, qu'elle porte, soit prolongé dans le temps avec un budget supplémentaire.

Une nécessaire planification du vélo par un « Plan Marshall Vélo »

Le comité interministériel d'automne, auquel il ne faudra pas oublier d'ajouter la Santé, l'Intérieur, l'Education, le Logement et les Outre-Mer*, devra acter une nouvelle ère pour les politiques vélo en France. **Seule une planification de l'investissement dans l'infrastructure cyclable, dotée de 2,5 milliards d'euros sur 5 ans, nous permettra de construire un patrimoine commun de 100 000 km de pistes et de voies vertes.** Nos voisins britanniques et italiens l'ont fait : pourquoi pas nous ?

Pour répondre à l'urgence écologique et engager les transformations nécessaires à l'atténuation et à l'adaptation au réchauffement climatique de nos territoires, les collectivités, usagers, acteurs du monde économique ont **besoin d'une visibilité de moyen terme.** C'est aussi une urgence sociale, pour ces 13 millions de personnes touchées par la précarité mobilité à qui aucune alternative crédible à la voiture individuelle n'est proposée.

À cette planification devra être adossée une feuille de route ambitieuse travaillée avec les acteurs de terrain et portée par les différents ministères. La FUB y contribuera énergiquement, aux côtés de ses partenaires, en défendant les [revendications portées par l'Alliance pour le Vélo](#) pour faire du vélo un réel atout pour la France.

CONTACT PRESSE

Anne-Sybille Riguidel - Chargée des relations presse
Mail : as.riguidel@fub.fr - Tél. 06 32 10 26 38

*Etaient présents aujourd'hui pour l'annonce du Plan Vélo les ministères : de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, des Transports, des Sports, de l'Industrie et la Jeunesse.